

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 35 - VENDREDI 22 MAI 2009

Lutte des classes et guerre des places

A deux semaines du scrutin du 7 juin, pourquoi le thème du « débouché politique » ne parvient-il pas à mobiliser les millions de citoyens qui partagent la critique du capitalisme, dont beaucoup se sont rassemblés dans les mouvements des derniers mois ?

La campagne « hyper-syndicale » du NPA n'en capte qu'une faible part. Le fait que le Front de gauche se présente principalement comme un tête-à-tête de deux partis et qu'il n'intègre pas les courants écologistes et autogestionnaires en réduit la portée. La mobilisation des jeunes désirent qu'un autre monde soit possible est incertaine. La division produit de l'abstention et du scepticisme, sur fond d'incapacité à contester l'hégémonie du Parti socialiste à gauche (alors même qu'il est en crise) et, plus encore, d'impossibilité de donner un signe fort que les temps politiques changent, à l'heure de la crise capitaliste et du désastre écologique.

Il ne s'agit pas de renvoyer dos-à-dos NPA et Front de gauche. Mais beaucoup de citoyens désireux de participer à une gauche bien à gauche, parmi lesquels ceux qui s'inscrivent dans le processus de fédération pour une alternative sociale et écologique, voient bien que les logiques traditionnelles de parti l'ont une fois de plus emporté sur le renouvellement et la créativité politiques. Devant ce gâchis, ce que certains appellent l'« incantation » unitaire n'est pas une maladie honteuse.

Au-delà de la division, il y a une raison plus profonde à l'impuissance de la gauche de transformation sociale et écologique : elle n'a pas compris que la lutte des classes nécessite aussi la « guerre des places ».

Cette « guerre » n'est pas une lutte interne à la gauche pour figurer sur des listes ou obtenir des postes, ni le combat pour prendre la place des dominants, c'est-à-dire dominer à la place des dominants. En réalité, le combat pour l'émancipation prendra de la force en mettant en cause les places assignées par l'ordre capitaliste aux individus et aux forces sociales et politiques.

Que les citoyens ne restent plus de simples spectateurs du jeu institutionnel, appelés à exercer un pouvoir confiné aux jours d'élections ; que les partis deviennent des facilitateurs de l'appropriation citoyenne de la politique, et non plus des avant-gardes éclairées désaïssissant le mouvement populaire par leur monopole de représentation ; que les syndicats traitent la question de la construction d'une alternative politique, hors de toute « courroie de transmission » ; que d'autres acteurs émergent de la « société civile » pour faire force politique ; que les uns et les autres produisent ensemble des dynamiques inédites : c'est bien ce qui est à l'ordre du jour en France et en Europe, comme c'est à l'œuvre dans nombre de pays d'Amérique latine.

En 2003, avec des militants issus du mouvement syndical et de la « société civile », nous avons formulé l'idée d'aller « de la rue aux urnes », qui fut portée par la gauche populaire et citoyenne, en Ile-de-France, aux Régionales de 2004. Il faut en redire le sens : ce n'est pas « de la rue où vous êtes, aux urnes où nous vous attendons », c'est « de la rue où nous sommes ensemble, aux urnes et aux institutions que nous voulons transformer ensemble ». Ne minorons pas les efforts à produire pour donner corps à la « guerre des places », nouvelle nécessité de la lutte des classes.

● GILLES ALFONSI, CHRISTOPHE BARBILLAT

LE MERLE MOQUEUR

Sarkozy, je te vois!

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ [Pouvoir-travail-entreprise](#)

→ [Quelques points à éclaircir](#)

→ [Badiou, encore et...](#)

→ [Psychopouvoirs -
Vieux comme le monde ?](#)

C'est devenu une banalité de dire que la gauche doit reformuler son projet. Le PS l'annonce; le PC le promet; Le NPA y prétend, le Parti de Gauche s'en veut la preuve. Un collectif d'intellectuels vient apporter sa pierre à ce travail attendu... parfois comme on attend Godot et sœur Anne. Lecture critique du livre *De gauche ?* par Roger Martelli.

Les éditions Fayard viennent de publier, sous la direction des sociologues Alain Caillé et Roger Sue, un ouvrage collectif intitulé *De gauche ?* Les deux coordinateurs et le noyau des contributeurs viennent de la *Revue du MAUSS*, lancée en 1981. Le MAUSS est un sigle – Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales – et un clin d'œil à un des pères fondateurs de l'école sociologique française et ami de Jaurès, Marcel Mauss, auteur en 1924 d'un remarquable et remarquable *Essai sur le don*. C'est dire que les gens du MAUSS se définissent intellectuellement par leur refus de l'économisme, par leur souci du sens des activités et par leur désir de penser les rapports sociaux dans leur globalité et leur profonde+++ inter-individualité. Le parti pris des initiateurs du livre est simple : la distinction de la droite et de la gauche est pertinente, mais la gauche, « tout en restant fidèle à son passé » doit savoir « reformuler ses idéaux pour les adapter aux grandes mutations du monde ». D'où le point d'interrogation

du titre : la gauche, n'étant pas une essence naturelle, ne se reproduit que si elle se transforme. Pour travailler à cette reformulation, le choix a été retenu de contributions thématiques, de « l'associationnisme » au « travail » en passant, entre autres, par le « capitalisme cognitif », la « démocratie », les « classes sociales », la « solidarité », le « marxisme » et même la « spiritualité ». Au-delà du MAUSS, le champ des rédacteurs est large, de Dominique Méda à Philippe Corcuff, de Jean-Pierre Worms à Thomas Coutrot, de Yann Moulier-Boutang à Dominique Schnapper (1). Du libéral-libertarisme à l'extrême-gauche, en passant par les « républicains »...

la gauche, n'étant pas une essence naturelle, elle ne se reproduit que si elle se transforme

Les points de vue sont ainsi irréductibles les uns aux autres. La petite musique qui se dégage – que Caillé et Sue résumement en postface – n'en est pas moins audible. Pour retrouver son élan, la gauche doit se tourner vers l'histoire pour comprendre à la fois ce qui lui a donné du sens jadis et ce qui lui a fait perdre,

aujourd'hui, le sens qu'elle s'était forgé hier. Elle doit faire effort de connaissance pour comprendre le présent dans ses contradictions. Elle doit se tourner vers l'avenir, en n'hésitant pas s'il le faut à encourir « une impopularité temporaire si l'on estime toucher à l'essentiel ». Dans l'ensemble, elle doit se sortir du dilemme interminable du marché et de l'État, du libéralisme et du collectivisme, assumer la finitude des ressources de la planète et prendre la mesure de l'épuisement de la démocratie instituée. Pour ce faire, elle doit toujours viser la liberté et l'égalité, mais les compléter par la solidarité. L'opérateur principal du réajustement est une pensée nouvelle de l'interaction de la démocratie, du socialisme et de l'association. La société civile associationniste plutôt que l'État : l'Association (avec un grand A) est le maître-mot de cet ouvrage. Pour le dire d'une autre manière, la gauche doit se déprendre de la fascination de Marx ou de Lénine, retrouver les voix des socialistes d'avant 1848, de Proudhon, de Fourier ou de Leroux, voire relire le solidarisme de Célestin Bouglé et de Léon Bourgeois, du temps où le radicalisme n'avait pas encore oublié qu'il était né à la gauche de la gauche. On aura compris que ce livre mé- ●●●



(1) Un seul bémol : pourquoi avoir demandé à la très controversée Irène Théry le soin de rédiger les réflexions consacrées au féminisme et au genre ?

●●● rite d'être lu, réfléchi et discuté dans la diversité de ses propos. Pour ce qui me concerne, j'énoncerai volontiers, à grands traits, ce qui m'agrée et ce qui, du point de vue de la « ligne générale », me semble devoir être débattu plus avant.

JE FAIS MIEN...

1. JE FAIS MIEN LE PARTI PRIS DE LA NOVA-TION. La gauche ne va pas bien, et pas seulement parce que sa part majoritaire (le socialisme français) a fléchi devant la grande percée néolibérale des décennies 1980 et 1990. Les évolutions profondes des sociétés et l'échec des grandes réponses de gauche du XX^e siècle nécessitaient un travail de refondation qui n'a pas été ou a mal été entrepris. Que la modernité ait été frelatée par le jeu des reniements social-démocratiques n'invalidait pas l'exigence d'un renouvellement radical. Désormais, en tout cas, comme au mitan du XIX^e siècle après la Commune de Paris, ou comme au début du XX^e siècle après l'Octobre russe, nous sommes à un de ces moments charnières, où la nécessaire fidélité aux valeurs fondatrices est inséparable du devoir de redéfinition de leur exercice. Renouveler les projets, les pratiques, les cultures et les formes d'organisation : la gauche se corrompt dans le reniement, mais s'esouffle dans la répétition. Il n'y aura pas de « retour à ». Ni au républicanisme, ni au léninisme, ni au guevarisme...

2. JE FAIS MIEN LE PARTI PRIS DE LA GLO-BALITÉ DE LA TRANSFORMATION SOCIALE. Si une société est un tout et si l'exploitation et la domination entrelacées sont le substrat des sociétés modernes, la lutte contre l'une est inséparable de la lutte contre l'autre. La gauche ne se définit ni par la primauté accordée au « social », ni par la priorité supposée du « sociétal » : dans tous les domaines sans exception, son objectif est la lutte pour la désaliénation des individus. Elle ne s'identifie pas par la valorisation des droits réels contre les droits formels : elle se distingue par

l'égalité attention apportée à la libération des groupes et à l'émancipation des personnes. Elle ne s'affirme pas par la qualité intrinsèque de ses « propositions » ou la qualité de ses « programmes » : elle se légitime d'abord par le rapport critique qu'elle entretient avec l'ordre social aliénant et par le projet émancipateur qui donne sens à ses alternatives.

3. JE FAIS MIENNE LA CONVICTION QUE L'UNI-VERSALISME ET LA MISE EN COMMUN RÉPU-BLICAINES DOIVENT INTÉGRER AUJOURD'HUI LES MUTATIONS PAR LESQUELLES SE REDÉFI-NISSENT LES RAPPORTS DE L'INDIVIDU ET DES COLLECTIFS ; que le part pris égalitaire et la laïcité doivent se dépouiller désormais de la vieille propension qui confondait l'égalité et la ressemblance, le commun et l'unique. Contre l'universalisation pau-

La gauche doit se sortir du dilemme interminable du marché et de l'État, du libéralisme et du collectivisme, assumer la finitude des ressources de la planète et prendre la mesure de l'épuisement de la démocratie instituée

vre de l'argent et des stéréotypes, la gauche doit assumer l'irréductible diversité de l'humanité, sans pour autant faire de la différence le critérium de la modernité. Les cultures humaines sont également légitimes, ce qui ne signifie pas que les éléments qui les constituent se valent d'un point de vue éthique : quelle que soit la culture que l'on observe, la sujétion ou la discrimination des genres, des groupes ou des personnes, la ségrégation, l'atteinte à l'intégrité des corps contredisent l'affirmation de la commune humanité. Par là, l'objectif assigné ne saurait être le triomphe d'un univers culturel sur un autre, mais le métissage, à partir de ce que chaque culture contient de respect, de justice, de tolérance et de partage. Or le métissage n'est pas possible, si les actes publics sont d'abord dans la brimade, la dévalorisation ou la mise à l'écart des identifications choisies. L'occultation, la mise à l'écart, voire la coercition à l'égard

des différences ne produisent pas du commun, mais cultivent le ressentiment et son corolaire, le repli sur soi, privé ou communautaire.

4. JE FAIS MIENNE, ENFIN, L'INTUITION FORTE SELON LAQUELLE LA GAUCHE S'ÉPUISE AU VA-ET-VIENT INCESSANT ENTRE LE MARCHÉ ET L'ÉTAT. Le marché concurrentiel déchire la société par l'inégalité des classes et des territoires ; l'État démiurge, organisateur et administrateur par essence, l'anémie par la dépossession des individus qu'il instaure de fait. En cela, rechercher d'autres formes moins aliénantes de mise en cohérence des sociétés est un impératif et une mission d'une gauche critique, également capable de contester l'existant et de stimuler de la création alternative de possibles supérieurs.

Je sais donc gré aux initiateurs de ce livre d'oser débattre des idées, de contribuer à redonner ses lettres de noblesse à ce qu'il faut bien appeler l'idéologie. La gauche a davantage besoin de cette saine conflictualité que des petits jeux de personnes et d'appareils. La lecture d'ensemble m'amène, en l'état, à formuler quelques pistes d'interrogation.

JE M'INTERROGE...

1. SUR « LES LEÇONS DE L'HISTOIRE ». On ne tourne pas une page avant de l'avoir soigneusement lue. Le recours à l'histoire est un passage obligé. Mais on ne se tourne pas vers l'histoire pour y faire son marché : donnez-moi du Proudhon et je vous rends du Marx... Que Proudhon ait été battu par Marx n'invalidait pas son propos ; mais il ne sert à rien de faire comme si la défaite d'un homme, qui avait fini par voir un réformateur social dans Napoléon III « le Petit », ne tenait pas aussi à ce que son projet d'extériorité ouvrière ne répondait pas pleinement, en son temps, aux attentes d'un mouvement en quête d'affirmation, d'efficacité et d'insertion dans un champ politique en gestation. Pour agir sur le monde, on peut préférer Proudhon à Marx, Gramsci à Lukacs, Lefebvre à Foucault ; on ne gagne ●●●

●●● rien à ignorer les uns ou les autres. Le livre évoque quelques boussoles : associationnisme, socialisme, républicanisme, libéralisme, marxisme. Significativement, il n'évoque pas le communisme, de facto renvoyé au stalinisme qui n'a été pourtant qu'une de ses formes d'existence. On peut ne pas se reconnaître dans le communisme ; il ne serait pas bon qu'il soit à son tour occulté. C'est la totalité de l'expérience critique qui devrait être le patrimoine d'une gauche de gauche en quête de refondation.

2. SOLIDARITÉ OU PARTAGE? La gauche, historiquement, est associée à la notion d'égalité. Les auteurs ont raison de rappeler qu'elle se fonde aussi sur la liberté. Les deux, en fait sont indémêlables. Liberté et égalité, égale liberté, libre égalité : l'horizon de la gauche, c'est «l'égalité». On nous propose dans le livre d'y ajouter la solidarité. Pourquoi pas ? C'est une autre façon utile de dire la fraternité. Mais la référence à la solidarité suffit-elle ? Au fond, elle peut être celle du propriétaire envers le non-propriétaire : on n'est pas loin, alors, de cette version pauvre de la solidarité qui est la charité. Je préfère donc une autre piste, qui appuie la solidarité sur le partage, et donc s'attache à la mise en commun. Par là, je ne vois donc pas comment on peut penser la gauche sans la référence au bien commun et à l'espace public.

La gauche française a certes pâti de l'identification pure et simple du public et de l'étatique. Alors que, par fondation révolutionnaire, la gauche est plutôt anti-étatique – la tradition centralisatrice moderne est de souche bonapartiste, et non pas jacobine comme le disent les poncifs – elle a fini par interioriser en pratique l'idée que la seule alternative à la mise en cohérence par le marché est celle qui procède de la volonté de l'État. Contre cette propension, les auteurs prônent les vertus de l'association : excellente piste, qui va des producteurs associés jusqu'à la fédération citoyenne. Reste que l'association n'est pas sans forme ; elle n'échappe ni à la question du droit ni à celle de la propriété. Sans doute l'essentiel est-il dans l'émancipation, et donc dans le mouvement par lequel se renverse la déposses-

sion multiséculaire des humbles : ce qui prime est bien l'appropriation et non pas la propriété. Mais quelle appropriation met-on en avant : privative ou sociale, publique ou privée ? L'appropriation sociale peut prendre des formes différentes : la coopération est à égale dignité avec la nationalisation ; l'économie sociale et solidaire n'est pas moins stratégique que le secteur public. La gauche ne diabolise pas le privé, mais elle s'identifie par l'affirmation de la supériorité intrinsèque de la forme publique, quelles que soient ses formes, dès l'instant où le moteur n'est pas l'accumulation des marchandises et des profits mais le développement des capacités humaines. Moins de marché, moins d'Etat et davantage de public... Telle pourrait être la formule opposée au «plus de marché, moins d'État» des libéraux, et tout aussi distincte du «moins de marché, plus d'État» d'un républicanisme mal compris.

Moins de marché, moins d'Etat et davantage de public... Telle pourrait être la formule opposée au «plus de marché, moins d'État» des libéraux, et tout aussi distincte du «moins de marché, plus d'État» d'un républicanisme mal compris.

3. COMMENT PRODUIRE DU PUBLIC QUI N'AIT PAS LES DÉFAUTS DE LA FORME ÉTATIQUE, VERTICALE ET HIÉRARCHISÉE ? Par la voie de l'association, sans doute. Mais celle-ci reste impotente si elle ne s'articule pas à une vision nette des mécanismes de la délibération et des choix, et donc à une conception neuve de la démocratie. Sur ce point, le livre contient d'utiles réflexions, tout en laissant le lecteur un peu sur sa fin. Il est juste de souligner l'essoufflement de la démocratie représentative classique ; encore faut-il dire comment l'on entend s'y prendre pour le surmonter. Peut-être convient-il alors, plus que jamais, de rappeler qu'une transformation d'une telle ampleur ne peut se penser que si l'on conduit en même temps – j'insiste sur la simultanéité – un ensemble convergent de réformes particulières : la remise en question de la séparation de la démocratie économique, sociale et poli-

tique ; l'élargissement massif, quantitatif et qualitatif de la citoyenneté ; la subversion citoyenne de la représentation ; la démocratisation de la fonction publique ; la politisation démocratique des espaces transnationaux. Hors de cette convergence, qui conduit d'une démocratie de représentation à une démocratie d'implication, toute avancée est récupérable par le «système» et débouche sur l'échec. L'association elle-même perdrait de son dynamisme et risquerait, par la force des choses, de se faire absorber à terme par la puissance dévoreuse de l'État ou par les pouvoirs d'attraction du marché.

4. UNE GAUCHE, DES GAUCHES? Il est un autre sujet que le livre effleure mais ne traite pas au fond : la dialectique du singulier et du pluriel, de la gauche et des gauches. Inutile de privilégier l'un ou l'autre terme, a fortiori de les nier l'un par l'autre. La gauche n'existe que sous sa forme plurielle. Mais, dans une vie politique polarisée par le conflit de la droite et de la gauche, les gauches ne compteraient guère si elles n'étaient pas capables de dessiner un espace commun, potentiellement majoritaire, pour les valeurs de l'égalité et du partage. Le livre évoque des gauches possibles : étatiste, solidariste, jacobine, décentralisatrice... Hier on dissertait volontiers sur la «première» et la

«deuxième» gauche, sur la gauche «jacobine» et la gauche «autogestionnaire». Aujourd'hui, on parle beaucoup des «deux gauches» : certains opposent la contestataire et la gestionnaire, d'autres distinguent l'antilibérale et l'anticapitaliste, la social-démocrate ou la révolutionnaire. Comment s'y retrouver ? Je n'aime pas la rhétorique des deux gauches, pas plus que je ne prise quelque taxinomie que ce soit : deux, trois, quatre, vingt gauches ? Il ne sert à rien de parler de groupes aux frontières fixes. En politique, il ne s'agit pas de distribuer des individus et des forces dans des cases, mais de penser des dynamiques d'agrégation. La gauche n'est pas ordonnée par deux camps face-à-face, mais par deux pôles, comme l'aimant attire à lui les particules sans qu'elles fusionnent jamais. Quand deux pôles exercent leur puissance attractive, ce qui importe est moins ●●●

●●● la distribution de leurs forces que l'intensité de leur attraction.

Comment s'ordonne la polarisation à gauche ? Par le rapport à la société : on peut chercher les voies de l'égaliberté à l'intérieur des normes capitalistes-marchandes ou, au contraire, considérer que l'égaliberté n'est possible durablement que si l'on s'en dégage. On cherche à s'accommoder du système dominant ou on expérimente les modalités de sa rupture-dépassement. Selon les époques, c'est l'une ou l'autre de ces propensions qui colore la gauche dans son ensemble. Cela se fait de façon chaque fois différente, la méthode « réformatrice » ou la voie « révolutionnaire » n'usant pas des mêmes outils, des mêmes réponses, des mêmes mots. En général, la dominante de l'un ou l'autre pôle se construit sur des cycles plus ou moins longs. L'échec des voies timidement réformatrices nourrit la radicalisation révolutionnaire ; l'échec des radicalités légitime la recherche de nouveaux compromis en recul. La débâcle du socialisme en août 1914 ouvre la voie à la radicalité du communisme politique ; l'effondrement du soviétisme à la fin des années 1980 ouvre la voie à l'ajustement social-libéral.

5. QUELLE DYNAMIQUE RÉFORMATRICE ? La crise systémique du capitalisme mondialisé pousse tout à la fois à la recherche de compromis (le « nouveau pacte social ») et au travail d'alternative. Dans les deux cas, on veut de la réforme, mais tout dépend désormais de la dynamique d'ensemble dans laquelle s'inscrit son désir : aménagement du capitalisme ou transformation sociale par la rupture-dépassement ? Je considère que, dans une société déchirée par les désordres du capitalisme contemporain (qu'on l'appelle ici comme on l'entend : mondialisé, financier, cognitif...), la posture la plus dynamique est celle de la transformation. Pour avancer vers davantage d'humanité, peut-on explorer d'autres voies que celles de l'ordre (ou du désordre) dominant ? Telle est la question la plus stimulante qui se puisse formuler.

Autour d'elle, tout le champ de la réflexion sociale se considère à frais nouveaux. Il

convient en effet de dire s'il faut et jusqu'à quel point se débarrasser des vieilles tentations étatistes. S'il faut et jusqu'à quel point renoncer aux conceptions trop homogènes de l'unité républicaine. S'il faut et jusqu'à quel point occuper le terrain de l'individualité, pour opposer, à l'individu séparé du marché, l'individu solidaire de la communauté des égaux. S'il faut et jusqu'à quel point se débarrasser d'un confinement étroitement national qui contredit l'exigence de politisation démocratique des espaces transnationaux. S'il faut et jusqu'à quel point relever de façon ouverte, non défensive, l'ensemble des

Mais force est de constater que l'espace politique, dans une gauche digne de ce nom, n'est pas en état d'accueillir une telle diversité... Pour qu'une gauche transformatrice trouve les formes par laquelle elle pourra enfin « faire force politique », il faudra donc en passer par du « bricolage »

défis de la mondialisation, à commencer par celui de l'irrépressible circulation des hommes. S'il faut et jusqu'à quel point débarrasser la pensée rationnelle des optimismes irraisonnés qui ont ignoré la finitude des ressources naturelles.

6. FAIRE LA DIFFÉRENCE OU RASSEMBLER ? Il n'y a pas d'horizon plus utile que celui de la transformation : ce n'est pas parce que les grandes expériences transformatrices du XX^e siècle ont échoué que l'enfermement dans l'ordre du capital est la seule méthode envisageable. La crise actuelle suggère plutôt que le réalisme est en train de changer de camp. C'est donc à partir du désir de rupture qu'il importe de mener tous les débats possibles. Ils se mèneront sans complaisance : quand il s'agit d'inventer, rien n'est pire que le consensus mou ou l'obsession du plus petit dénominateur commun. Mais il y a deux façons de débattre : celle qui cherche à faire la différence et celle qui, par la conflictualité, cherche la mise en commun.

Reste que l'histoire – qui n'a au demeurant pas de leçons à donner – suggère

aussi qu'il n'est pas de grand moment d'humanisation qui ne fasse coïncider, peu ou prou, l'avancée intellectuelle et la construction politique. Si la politique tout entière est en crise, c'est qu'elle souffre de ne pas raccorder le désir de mouvement progressif et les grandes réponses globales, capables de faire force politique. Elle pâtit, en tout cas, de la fatalité perçue d'une vie politique institutionnelle dans laquelle les places dominantes, à gauche et à droite, sont réservées aux forces qui acceptent l'ordre capitaliste-marchand, tandis que les forces qui la contestent sont vouées à la marginalité, au mieux au rôle d'aiguillon.

N'est-il pas temps de rompre cette fatalité ? À lire *De gauche ?*, j'ai l'impression que les forces pensantes ne manquent pas pour ouvrir une nouvelle page de l'historicité, dans laquelle les normes ne seraient pas dictées par les seules logiques pluri-séculaires du marché et de l'État. Mais force est de constater que l'espace politique, dans une gauche digne de ce nom, n'est pas en état d'accueillir une telle diversité.

Les structures partisans (nées à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, quand s'étendaient les cadres d'une démocratie représentative de masse) ont du mal à intégrer les formes neuves de la politisation ; les structures plus lâches, du type « mouvement des mouvements », ont du mal à trouver la force agrégative qui leur évitera de se briser sur les forces d'homogénéisation extérieures. L'unification à l'ancienne s'essouffle, quand le commun moderne peine à se dégager...

Pour qu'une gauche résolument transformatrice trouve les formes par laquelle elle pourra enfin « faire force politique », il faudra donc, dans l'ordre proprement politique, en passer par du « bricolage », au sens où l'emploient les anthropologues. Ce bricolage patient ne doit pas faire peur, dès l'instant où la ligne directrice est claire : le débat et l'expérimentation valent s'ils participent d'une volonté commune de redonner à la dynamique sociale l'horizon utopique-réaliste d'une société différente. Dans tous les cas, le bricolage ne sera efficace que s'il s'appuie sur de la novation intellectuelle. Sachons donc saluer tout ce qui contribue à cet effort.

● **ROGER MARETELLI**



Sept jours en mai à Washington

Quatre mois après l'entrée en fonction de Barak Obama, les nouvelles orientations des USA en matière de politique étrangère commencent à se préciser, de même que se dessinent de nouvelles contradictions. L'annonce de la fermeture de Guantanamo puis ses suites, dont la décision de rétablir des tribunaux spéciaux en est une image. Cependant de légères inflexions peuvent entraîner d'énormes tensions au sommet de l'État Américain. Décryptage de ces tensions au travers des articles des sites dedefensa.org (1) et WSWS.org (2)

Sept jours en mai est un thriller politique écrit en 1962. Le réalisateur John Frankenheimer fit une adaptation deux ans plus tard pour le cinéma promis à prospérité, avec Burt Lancaster et Kirk Douglas. L'histoire relate une tentative de coup d'Etat militaire conduit par le président du comité des chefs d'état-major, le général Scott (Lancaster), déjouée par l'intervention du colonel Casey (Douglas), officier de liaison du général Scott. C'est à ce film, bien entendu, et à ces circonstances que fait allusion le site WSWS.org, le 13 mai 2009: «Seven Days in May, 2009» (3). repris sur le site dedefensa.org (4). L'article du wsws.org mentionne trois événements durant les quelques

jours qui viennent de s'écouler, qu'il présente comme le signe d'une grande nervosité, offrant plus loin une interprétation générale se rapprochant du film, l'article sur dedefensa.org reprenant et complétant par sa propre interprétation.

Le premier de ces événements est la démission du directeur du bureau de liaison militaire de la Maison-Blanche, Louis Calderon, le 8 mai, à la suite de l'incident, fin avril, de l'avion Air Force One (Un Boeing E- (4), version de transport du président des USA du Boeing 747) évoluant au-dessus de New York à basse altitude avec deux F-16, soi-disant pour une séance photographique en conditions réelles de vol. L'étrange initiative fit instantanément croire à une répétition de l'attaque 9/11. La version officielle sur les séances photos est complètement ahurissante, et il paraît tout autant incroyable que dans la chaîne de commande jusqu'à Calderon personne n'ait mentionné l'effet

que pourrait produire un tel vol sur la population new-yorkaise.

Le second de ces événements est l'éviction du général McKiernan, chef des forces US et de l'OTAN en Afghanistan, qui est une première depuis le limogeage de Mac Arthur en 1952. Ce qui apparaît désormais comme un véritable et brutal limogeage, constitue à l'analyse une crise profonde au sein de l'establishment militaro-politique du Pentagone, dépassant les premières évaluations qu'on pouvait en donner. L'aspect conjoncturel de cette mesure à la suite de l'énorme «bavure» (5) contre des civils afghans apparaît désormais comme un argument de circonstance de plus pour justifier le limogeage. Une source US indépendante proche des affaires militaires, commentant ce qui est désormais effectivement un limogeage brutal et une crise du système militaire US, commentait que l'Afghanistan «is now a total US mess, not a ●●●

(1) Site inclassable, traitant de l'américanisme comme un aspect essentiel de notre civilisation en crise. Il se définit comme ceci: «Le réseau joue un rôle critique crucial des forces déstructurantes qui sont la cause de la crise de notre civilisation : nous participons à cette bataille de l'information et de la perception avec notre grille de lecture du postmodernisme (le virtualisme) « voir <http://www.dedefensa.org/apropos.php>.

(2) World Socialist Web Site est le site du comité internationale la 4^{ème} internationale et se présente comme suit «Le but de [wsws](http://wsws.org) est d'adresser le besoin ressenti fortement aujourd'hui d'une appréhension intelligente des problèmes de notre société contemporaine. Il s'adresse aux millions de personnes qui sont insatisfaites aussi bien de l'état de notre société, que du traitement cynique et réactionnaire de celui-ci par les médias établis.(Traduction) » Voir <http://wsws.org/about.shtml>

(3) <http://www.wsws.org/articles/2009/may2009/pers-m13.shtml>

(4) http://www.dedefensa.org/article-le_joli_mois_de_mai_16_05_2009.html

(5) Le limogeage du général David McKiernan à la demande du secrétaire à la défense Gates arrive une semaine après un des bombardements les plus meurtriers de l'USAF depuis 2002 dans la province de Farah au sud D'Herat, soit 150 morts civils.



●●● Pakistan or a taliban mess» (6).

Le troisième de ces événements est constitué par les attaques de plus en plus violentes de l'ancien vice-président Cheney contre l'administration Obama. Comme le commente wsws.org les dénonciations de l'administration Obama par l'ex vice president Dick Cheney, dimanche sur CBS News sur l'émission « Face the Nation », et jeudi sur Fox News sont totalement inédites par rapport aux normes établies de l'establishment américain qui veut que les anciens officiels de la branche exécutive fassent preuve d'une certaine déférence vis à vis de leurs successeurs. Au lieu de cela celui-ci a monté des attaques retentissantes contre la politique de l'administration d'Obama particulièrement en relation avec l'usage de la torture et autres méthodes anti-démocratiques utilisées par l'équipe Bush durant la « guerre contre la terreur ». Dimanche, Cheney a pratiquement accusé Obama de rompre son serment et de trahir les USA, dénonçant l'annonce de la fermeture du camp de Guantanamo, et le dévoilement des mémos entre 2002 et 2005 qui ont justifié légalement la torture (7).

L'article sur dedefensa.org détaille différents autres événements significatifs donnant l'ambiance. Les relations avec Israël sont au coeur de la tension, le camp le plus pro-Israël autour de Cheney et les néoconservateurs étant en recul dans le nouveau cabinet. Le secrétaire à la défense Gates est un partisan du rapprochement avec l'Iran, épaulé par son chef d'état major Mullen qui s'est fait censurer par le Wall Street Journal pour cause d'une position perçue comme anti-israélienne (8). Dans l'administration Obama, l'actuel directeur du NSC James

Jones, ancien général des Marines est le plus fermement anti-israélien.

Il y a l'affaire de l'OTAN: en plein exercices militaires en Géorgie, ou après l'expulsion (pour espionnage) de deux fonctionnaires de la délégation russe auprès de l'OTAN, Moscou a répondu par l'expulsion le 6 mai de deux diplomates canadiens (les Russes se sont abstenus de choisir des Américains). Parlant sans détour l'ambassadeur russe à l'OTAN Rogozine parle de certaines forces intérieures de l'OTAN et dénonce un complot anti-Obama à l'intérieur de l'Otan (9). On sait que par ailleurs les relations USA-Russie sont au beau fixe, la secrétaire d'état Hillary-Clinton accompagnant le 7 mai son homologue Russe Lavrov jusqu'au perron de la Maison Blanche pour rencontrer Obama, pour parler d'un nouveau accord START de réduction des armes nucléaires. Cette affaire n'est pas sans importance quand on considère l'orientation de l'administration précédente vis à vis des Russes.

On pourrait y ajouter le cas rapporté dans un article du 6 mai (10), parlant de l'attitude du président Obama vis-à-vis des pays d'Amérique latine, notamment les « parias » (Venezuela, Bolivie) dénoncés avec fureur du temps de GW Bush. Du point de vue intérieur du système washingtonien, ce cas est l'éventuelle matrice de campagnes haineuses, de rancunes furieuses, à classer parmi les éléments à potentiel déstabilisateur entre les groupes activistes et une partie des républicains, contre l'administration Obama et le président lui-même.

Que retenir de tout cela ? D'un certain point de vue rien ne change, c'est le point de vue sur wsws.org, et les changements d'orientation sont de l'ordre de l'infra-dé-

tectable par rapport à ce que serait une véritable réorientation de politique étrangère. En effet les structures de pouvoirs restent les mêmes et tout président reste prisonnier de celles-ci. En même temps, il est difficile de dire que rien ne se passe au vu des événements décrits et qu'il ne s'agirait que d'affaires internes sans importance. Certains des adversaires de droite d'Obama le voient comme une véritable menace sur le système, au point de mener des attaques très violentes contre lui. A notre sens c'est là que l'hypothèse d'Obama-Gorbatchev défendue sur dedefensa.org peut prendre sa signification. Peut-on espérer modifier légèrement le système sans immédiatement le faire basculer vers des logiques inexorables de remise en cause fondamentale ? On le sait le système américain est à cran, il est fissuré de toute part, la crise financière n'étant probablement que la face immergée de l'iceberg. On sait aussi qu'un des piliers de la puissance américaine, le complexe militaro-industriel est en crise profonde, incapable d'une part de gagner des guerres de secondes zones, mais aussi totalement incapable de réformer son immense bureaucratie dont on sait ce qu'elle absorbe en terme de centaines de milliard de dollars mais dont on ne sait plus trop ce à quoi elle sert, tout ses grands programmes d'armement étant eux même en crise. Il semble que de la même manière que le système soviétique s'écroula sous sa propre lourdeur, le système américain pourrait tout aussi bien implorer si les pressions guerrières qui le maintiennent se relâchaient un tant soit peu, à l'image des conduites pourries de New York (11).

● JULIEN ALAPETITE

(6) L'Afghanistan est un désordre US, pas un désordre des talibans ou du Pakistan

(7) Une semaine après nous savons qu'Obama a fait machine arrière.

(8) Le propos de Mullen censurés étaient les suivants « une attaque israélienne (sur l'Iran) poserait des risques exceptionnels pour les intérêts US dans la région »

(9) http://www.russiatoday.ru/Top_News/2009-05-08/Is_there_a_NATO_conspiracy_against_Obama.html?fullstory

(10) <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2009/may/05/obama-clinton-latin-america>

(11) Devant les journalistes le maire de New York, Mayer Bloomberg a déclaré que les officiels de la ville ont peur d'arrêter l'eau pour inspecter les conduites, car la pression est peut être la seule chose qui les empêchent encore de se désintéresser.

Ah qu'il est beau le débit de lait !

J'ai toujours eu un rapport particulier au lait: je n'aime pas le gâcher. Ce doit être mon côté paysan, transmis par un grand-père gaullisto-résistant qui possédait une ferme et des Montbéliardes. Que le lait d'une bouteille risque de tourner et me voilà cherchant des solutions pour lui éviter l'évier. Une femme qui n'était pas ma mère m'a confirmé un jour que le lait était un bien précieux. Dans un dénuement visible, assise à même le sol d'une rue passante de Saint-Petersbourg, cette paysanne essayait de vendre ses bouteilles blanches, projetant de sa voix claire: ««срамолоко», срамолоко» («lait, lait»). Repassant quelques jours après, j'ai vu qu'elle était toujours là: elle avait peu vendu et elle criait «кефир!» («kéfir»), du nom caucasien de cette boisson gazeuse acidulée, issue de la fermentation du petit lait.

Aussi le déversement dans les rues de centaines d'hectolitres de lait par des producteurs laitiers en jacquerie a eu sur moi, comme chez d'autres, un effet boeuf. Impuissant, le consommateur a vu partir par les égouts le liquide blanc vendu «si cher» au supermarché. Le breuvage immaculé, symbole de pureté, devait être perdu définitivement, corrompu et grisé par la saleté du caniveau. La Fédération Nationale des Producteurs de Lait (FNPL) a un certain sens de la rupture. Il n'y a pas qu'en Inde que la vache est sacrée. La distribution gratuite de ce lait n'aurait pas eu le même effet. Elle aurait été aussi populaire que la chanson de Charles Trenet : Ah qu'il est beau le débit de lait ! Elle aurait surtout gardé au produit sa valeur, qu'il ne faut pas confondre avec le prix. A Fourmies, près de Maubeuge, le directeur de Carrefour (n° 2 mondial de la distribution - 1,2 milliards d'euros de bénéfices nets en 2008) obligé de traire une vache et prenant au passage un cours d'économie marxiste l'a appris à ses dépens.

Il fallait donc détruire provisoirement de la valeur pour tenter de faire remonter le prix payé au producteur. Il fallait montrer que lui payer trois fois rien son litre de lait revenait à mépriser son travail.

Sans ce beau débit de lait, le consommateur n'aurait pas appris que le prix payé par les industriels de l'agroalimentaire aux trayeurs de vaches (revenu mensuel moyen : 1000 euros) était passé de 30 à 21 centimes d'euro le litre entre avril 2008 et avril 2009. Le mythe du lait cher venait de tomber. Les «marges», nom poli pour un racket organisé, étaient démasquées. Bref, apparaissait la collusion entre les groupes agroalimentaires (Lactalis, Entremont-Alliance contrôlée à 64% par le milliardaire Albert Frère...), tirant les coûts de production vers le bas, et la grande distribution (Carrefour, Lidl...), celle qui transforme le consommateur en vache à lait. «Nos objectifs pour l'avenir sont clairs: générer de la croissance organique rentable, durable et supérieure à celle du marché et

améliorer nos marges» affirmait il y a peu Lars Olofsson, le nouveau directeur général de Carrefour, ancien du groupe Nestlé.

Alors qu'on lui vante chaque jour les mérites d'une boisson riche en calcium, phosphore et magnésium, le citoyen lui se désespère parfois de voir ce gâchis quand des millions de personnes dans le monde sont mal nourries. Il se demande comment on peut en arriver à détruire le fruit du travail des vaches et des hommes. Souvent, il rapproche le geste des laitiers de Bretagne et de Normandie, préférant pour des raisons économiques écouler leur production dans les rues, du geste des viticulteurs du Languedoc-Roussillon quand ils ouvrent leurs robinets devant les Préfectures.

Le citoyen devient alors poète. Il compare le lait qui adoucit les rues et le vin qui les acidifie. Conditionné, il a vraisemblablement retenu que le lait purifie le corps quand le vin le corrompt. Ambivalent, il parle de la voie lactée mais censure les doux chemins de l'ivresse. Pragmatique, il se souvient que la Commission européenne n'est jamais très loin. Celle qui, côté vin, veut couper le rouge avec le blanc pour en faire du rosé, qui a encouragé l'arrachage d'hectares de vignobles à piquette et à bons crus. Qui, côté lait, augmente depuis 2003 et au nom de la baisse des prix, les quotas laitiers (avec l'objectif de les faire disparaître d'ici 2015), avec le résultat que l'on sait.

Le citoyen ne mélange cependant pas le vin et le lait : le premier est d'abord national, quand le second est plutôt international. Le vin, selon lui, «il faudrait l'exporter vers des pays qui n'y connaissent rien comme la Chine». Les laits de consommation courante, selon lui toujours, «il ne faudrait plus les importer de Nouvelle-Zélande ou d'Australie.» Economiste à ses heures, il comprend que les prix s'effondrent en cas de surproduction et sont capables de flamber en cas de pénurie (2007). Que les gouvernements européens et la Commission, programmés sur la concurrence, ont décidé de la non-régulation de l'offre. Il se demande si la consolidation des coopératives laitières ne serait pas urgente. Il a eu vent des difficultés qu'elles encourent.

Entre-temps, le candidat UMP aux européennes et ministre de l'Agriculture, le courageux Michel Barnier a nommé deux blancs médiateurs. Car la fameuse puissance publique ne peut rien et surtout pas fixer le prix du lait. Il s'agit de «faciliter les discussions privées» et de «mettre en place les conditions d'une négociation permettant de déboucher sur l'élaboration et la diffusion d'éléments entrant dans la composition du prix du lait pour le 2e trimestre». Comme je ne lis pas dans la mousse de lait, déboussolé, je suis allé voir une voyante : elle m'a annoncé le retour du kéfir.

● Philippe Stierlin

DÉLICIEUX



La Vague

La Vague est un film d'outre-Rhin qui se propose d'aller au delà de la dénonciation du fascisme: il met en scène son possible attrait. Un prof de lycée de tendance anarchiste décide d'animer dans le cadre d'un atelier une sorte de jeu de rôle et de mettre en scène avec les élèves une autocratie. Dans ce système, les individus n'existent plus qu'en tant que membre d'un groupe soumis à de règles très strictes. Mais très vite, les élèves se prennent au jeu au point que l'expérience déborde les limites de la classe. Quand le professeur décide d'y mettre fin, la Vague, qui est le nom que le groupe s'est donné, est devenu un groupe fasciste autonome.

Le réalisateur, Dennis Gansel, a adopté une approche pédagogique et démonstrative, présentée de manière très stylisée, et n'hésite à prendre des raccourcis par rapport à la réalité de la psyché humaine. Mais cela permet de bien mettre en exergue ce que le réalisateur veut nous montrer, qu'il existe des processus psychologiques à l'œuvre favorisant une adhésion massive au fascisme. Le danger est aussi en nous, insiste Dennis Gansel. Simpliste, sans doute. Mais convaincant.

● JA.

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi,
Queues de Cerises: Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Anaud Viviant, Julien Alapetite.

COCKTAIL

Naissance de « Convergences et alternative »... Un courant unitaire vient d'être créé au sein du NPA. Baptisé Convergences et alternative, il souligne dans sa déclaration de constitution que la création du NPA « en tant que parti ne doit pas signifier la fin d'un processus mais le début d'une nouvelle phase d'élaboration, de rassemblement et de convergences ». Soulignant « la nécessité d'un front unitaire dans les luttes comme dans les élections », il critique les choix de la direction du NPA pour le scrutin européen, notamment « la volonté d'affirmer en priorité son identité de parti, au lieu de rassembler et de clarifier les enjeux à long terme ». Le texte évoque le fait que « les forces rassemblées dans la Fédération se sont trouvées exclues de fait d'un Front de gauche qui se limite à un accord de sommet entre PCF et PG, sans la force de collectifs de base qui auraient permis une dynamique où tou-te-s les militant-e-s de la gauche alternative auraient pu trouver leur place ». Pour Convergences et alternative, la vocation du NPA est d'être un levier pour une recomposition vers une nouvelle force anticapitaliste », sa démarche ayant vocation « à s'adresser aux autres courants de la gauche de transformation sociale ». Et d'énoncer trois débats centraux auxquels il souhaite contribuer : « les rapports entre le 'parti', les mouvements et les syndicats », « le rôle des élections et des institutions », et « la question d'un gouvernement de rupture ». Contact : lecourant.npa@gmail.com

A vos agendas ! L'université d'été de la Fédération se tiendra du 27 au 30 août 2009 à Aubagne. Un programme est en cours d'élaboration, autour de trois axes : « Changer le mode de développement ou se limiter à des luttes de résistance » (ou peut-on résister à la déferlante libérale sans passer par la transformation sociale ?) ; « Quelques questions émergentes des mouvements et de la société » (ou du « rejet de la politique de la peur » aux questions autour du travail, de sa place, de son sens...) et « Pour une révolution démocratique » (ou pourquoi et comment changer la forme et les fonctions d'une organisation politique ? Quelles options et pratiques permettent une sortie de crise qui dépasse et remplace le capitalisme ?). Des formes d'échanges diversifiées sont prévues - plénières, ateliers autour de pratiques, informations, formations... - dans un cadre idéal de travail et de détente, à l'Agora, centre des congrès du Pays d'Aubagne. Plus d'infos et pré-réservation sur le site de la Fédération : <http://lafederation.org/>

Sarkozy, on t'a reconnu. Pour avoir distribué un tract le 8 mai avec pour titre « À qui le tour ? » 4 éditeurs, -Hélène Autexier, Samuel Autexier, Johanna Bouchardeau et François Bouchardeau ont été mis en garde à vue par la sous-direction des Affaires terroristes de Marseille. Editeurs, comme Eric Hazan, ils sont inquiétés et traités comme des suppôts du terrorisme pour avoir alerté l'opinion publique sur la maltraitance des libertés publiques. Quelques jours plus tard, toujours à Marseille, un homme était interpellé et jugé pour avoir osé rire du nom du souverain-président. « Sarkozy, je te vois ! » lançait-il à des policiers zélés en pleine gare Saint Charles, à midi. « Tapage diurne » lui a-t-on reproché... sans rire. Les provocations du pouvoir se multiplient, faisant monter d'un cran la banalisation de l'autoritarisme politique... Jusqu'à ce qu'enfin un Non collectif, public se fasse entendre. Quand ?